



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas,
sur la révision du PLU
de Lectoure (32)**

n°saisine 2017-5759

n°MRAe 2018DKO25

La mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 19 décembre 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu la délibération n°2016-01 de la MRAe, en date du 24 juin 2016, portant délégation à Marc Challéat, président de la MRAe, et à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2017-5759** ;
- **révision du PLU de Lectoure (32), déposée par la commune** ;
- reçue le 07 décembre 2017 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 12 décembre 2017 ;

Considérant que la commune de Lectoure, (superficie de 8 493 ha, 3 710 habitants en 2015, source INSEE) révisé son PLU pour permettre d'ici dix ans :

- l'accueil de 460 nouveaux habitants ;
- la construction de 100 nouveaux logements ;
- l'ouverture à urbanisation de 18,22 ha dont 4,63 ha au titre de l'habitat, 3,12 ha au titre des activités économiques et 10,47 ha au titre des équipements publics ;

Considérant que le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) prévoit :

- la modération de la consommation foncière par logement par rapport à la période précédente (un projet prévoyant des parcelles de 1 500 m² et 2 000 m² contre des parcelles initiales de 2 500 m²) ;
- une urbanisation globalement à proximité des équipements communaux et dans le prolongement du résidentiel existant ;

Considérant la préservation des principaux enjeux naturalistes et paysagers du territoire recensés dans l'état initial de l'environnement ;

Considérant les orientations d'aménagement et de programmation qui prévoient la protection et la revalorisation du réseau de haies ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des incidences négatives notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de révision du PLU de Lectoure, objet de la demande n°2017-5759, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 7 février 2018

Le Président de la MRAe Occitanie
Philippe GUILLARD



Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Le président de la MRAe Occitanie
DREAL Occitanie
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

Recours hiérarchique : (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire
Tour Séquoia
92055 La Défense Cedex

Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34000 Montpellier

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.